

En 1945, au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale, la France a mis en place la **Sécurité Sociale** : un projet novateur, économique, rationnel organisant un système de soins solidaire.

La socialisation des dépenses de santé basé sur le principe "chacun cotise selon ses moyens et est soigné selon ses besoins" reste une importante avancée sociale.

La casse de la Sécu : une fatalité ?

Déficit de la Sécu, déficit budgétaire, dette publique, le gouvernement nous prêche l'austérité. L' austérité pour qui ?

Régulièrement le gouvernement agite le chiffon rouge du « trou de la Sécu » pour nous infliger de nouvelles potions amères qui creusent les inégalités et remettent en cause le principe même de la Sécurité Sociale.

- Les franchises, les dépassements d'honoraires, les forfaits hospitaliers ont eu pour résultat d'encourager le recours à des assurances complémentaires privées, un système de plus en plus inégalitaire. **Ces derniers mois, près d'une personne sur trois déclare avoir dû différer ou renoncer à des soins.**
- La fermeture d'hôpitaux de proximité, les transformations du système hospitalier liées à la loi Bachelot diminuent progressivement l'accès et l'offre de soins couverts par l'assurance maladie.

Un manque de financement et une gestion peu rigoureuse entretiennent ce que le gouvernement nomme « déficit » : un « déficit » créé et organisé.

- Le gouvernement refuse d'élargir la base des cotisations sociales alors que la part des salaires dans la richesse produite a fortement diminué en 20 ans au profit des revenus financiers. Ceux-ci échappent aux cotisations ou sont faiblement taxés :
Une augmentation de 1 % de la masse salariale représenterait 2 milliards supplémentaires dans les caisses de la Sécu. Une taxation des revenus financiers aux taux actuels de la cotisation patronale représenterait 40 milliards pour la maladie, 25 pour la retraite et 16 pour la famille.
- **30 milliards en 2009** de dégrèvements de cotisations sociales, dont les dégrèvements sur les heures supplémentaires, sont offerts aux entreprises sans en vérifier l'opportunité au regard de l'aide à l'emploi.
- La politique du médicament est peu transparente et comporte des anomalies coûteuses. Avec **35 milliards d'euros en 2009**, la dépense de la France est bien au dessus de celle de ses voisins européens.
- La dette sociale cumulée, **136 milliards d'euros fin 2010**, constitue une anomalie – à des dépenses doivent correspondre des recettes - et le coût des intérêts de la dette sur les marchés financiers se monte à 4 milliards d'euros par an.

Ce « déficit » est le prétexte à une privatisation rampante de la Sécurité Sociale qui augmente fortement les dépenses de santé, le plus souvent au bénéfice des fonds de pension et des assurances.

- Soulignons que les frais de gestion d'une complémentaire santé se montent à 22 %, ceux de l'assurance maladie à seulement 3% !
- Le système de tarification à l'activité et la « rentabilisation » du secteur hospitalier a des effets pervers inflationnistes (fortement accentués dans le privé, par exemple 45 % de césariennes dans certaines cliniques privées pour 15 % dans les Etablissements Publics)
- Dans les partenariats public-privé mis en place, les secteurs les plus « rentables », susceptibles de dépassements d'honoraires sont, comme on peut le deviner, dévolus au privé.

Les conséquences, refusons de les subir :

- Une organisation technocratique de la Santé sans contrôle démocratique
- Un abandon de ses missions de service public
- Une privatisation des secteurs les plus lucratifs de la Santé
- Une médecine de prévention délabrée notamment dans le secteur scolaire
- Une remise en cause de la médecine du Travail
- Des Inégalités devant la maladie et devant l'espérance de vie qui se creusent dangereusement
- Une offre de soins mal répartie sur tout le territoire qui renforcent ces inégalités
- Une augmentation importante du « reste à charge » pour les patients
- Handicap, longue maladie de moins en moins pris en charge et pesant lourdement sur les proches
- La mise en grande difficulté du secteur psychiatrique
- Des coupes budgétaires qui se font sur les effectifs et des salariés de la Santé à bout de souffle
- Un système hospitalier « malade de la rentabilité ».

**La casse de la Sécu est un choix politique
Pour une Santé égalitaire et solidaire
Remettons en cause ces réformes illégitimes**

Ce que nous voulons :

Un accès à des soins de qualité pour tous sur l'ensemble du territoire

Une couverture intégrale des soins par l'assurance maladie

Un financement solidaire de la Sécurité Sociale

La prise en charge de la perte d'autonomie dans le cadre de la Sécurité Sociale avec la garantie d'un droit universel assuré à 100 %

La gestion démocratique des besoins de la population associant usagers, professionnels et élus.

**Vive la Sécurité Sociale ! Défendez-la !
Rendez-vous le samedi 26 Novembre 14 h 30
A l'Hôtel Dieu de Nantes :
« Cité de la Défense du Service Public »
Pour un parcours citoyen**

Collectif Santé 44, signatures en cours...